

ANNIE KRIEDEL

Le système communiste mondial : mythe ou réalité ?

Dans les années 60, l'un des thèmes les plus significatifs qu'avait engendrés la perspective générale de la « détente », telle qu'elle avait été comprise à l'époque, était celui selon lequel l'existence d'un mouvement communiste international n'était plus qu'un mythe politique : « D'un mouvement cohérent manipulé par le Kremlin, c'est devenu une collection de partis politiques progressivement divergents et pratiquement incompatibles » (1). Depuis la crise ouverte en 1956, il semblait en effet que les partis communistes, au pouvoir ou pas, en faisant prédominer leurs intérêts nationaux sur les exigences de la solidarité communiste internationale, en procédant à leur propre réintégration dans le système politique national où ils opéraient, en poursuivant un lent processus d'adaptation à leur environnement, avaient définitivement ruiné l'image antérieure d'un monde communiste monolithique et doté d'un centre unique de direction. L'idéologie qui avait été le ciment de l'unité et de la cohésion au temps de l'*Internationale communiste* paraissait n'avoir gardé qu'une signification rituelle au point « qu'en fait il était difficile de trouver un seul élément (autre que nominal) qui soit partagé par tous les partis communistes et seulement par eux » (2). D'ailleurs certains de ces partis communistes avaient acquis leur véritable raison d'être en s'identifiant par exemple à la défense des intérêts de secteurs de la société où ils étaient bien implantés et, loin d'être des agents de subversion, apportaient une contribution paradoxale mais bien réelle à la stabilité des institutions établies.

(1) Cf. Alexandre DALLIN, Les perceptions américaines du communisme international : une critique, *Problems of communism*.

(2) *Ibid.*

Telle était, brièvement résumée, l'argumentation qui conduisait à prévoir, sinon une désintégration du communisme international vu comme un tout, du moins son « irréversible fragmentation ».

En ce début des années 80 beaucoup des observations faites à l'époque gardent leur caractère judicieux. Mais elles ne peuvent plus conduire à la même conclusion : sans nier, bien au contraire, les échecs, les reculs, les tensions internes, les divisions, les ruptures et les schismes, d'un mot les crises sévères qui ont secoué le monde communiste — à commencer par la crise sino-soviétique —, ce qui paraît l'emporter à vingt ans de distance, c'est l'exceptionnelle résistance dont ont fait preuve le mouvement communiste international et le « bon usage » qu'il a fait de ses crises pour assurer non seulement sa pérennité mais accroître ses chances de durer puisqu'il a connu un double renforcement : expansion et diversification.

C'est si vrai que, de manière irrésistible, l'analyse du phénomène communiste dans le monde d'aujourd'hui ne saurait plus se réduire à la prise en compte de la seule Union soviétique : il est désormais indispensable, y compris pour une interprétation du fait soviétique, d'intégrer celui-ci dans une perception d'ensemble d'un système dont il est certes la pièce maîtresse, tout à la fois matrice et moteur, mais qui le déborde et l'enveloppe. D'où le parti méthodologique qui est ici le mien : par une analyse des fonctions que remplit l'Union soviétique et qui vont au-delà d'elle-même, faire apparaître qu'il existe bel et bien un système communiste mondial, avec sa généalogie, son anatomie, ses mécanismes de fonctionnement, ses projets et perspectives de développement et d'avenir.

I

L'Union soviétique, c'est d'abord un modèle et une référence ou plutôt un modèle de référence et même un double modèle de référence (3).

Sa préhistoire, de 1917 à 1924, fournit en effet un premier modèle centré sur une stratégie de conquête révolutionnaire du pouvoir au profit du socialisme (4). Ce modèle donne des réponses appropriées

(3) L'affirmation, courante dans le monde communiste d'aujourd'hui, selon laquelle « il n'y a pas de modèle » est ambiguë : qu'on refuse de passer en pratique du singulier au général et, par conséquent, d'être dans une situation qui permette d'imiter un modèle à valeur universelle ne signifie pas qu'il n'y ait pas de modèle, c'est-à-dire une pratique théorisée.

(4) Cf. mon étude *La crise révolutionnaire (1919-1920)* : hypothèse pour la construction d'un modèle, in *Communismes au miroir français*, Gallimard, 1974. A diverses reprises, je me permettrai de citer en référence telle de mes études anté-

à des questions aussi variées et compliquées que les suivantes : la nature de la *crise révolutionnaire*, ses causes et son caractère objectif qui font que « la révolution ne se décrète pas », d'où le primat de la *conjoncture* dans toute « analyse concrète d'une situation concrète » ; la nécessité pour un parti communiste de s'être préalablement exercé non à créer artificiellement la rupture révolutionnaire mais à la *reconnaître* afin d'entrer à temps dans la compétition ouverte désormais entre les candidats intéressés à la reprise pour leur compte du pouvoir en déshérence : si les circonstances, la chance et sa capacité manœuvrière y concourent heureusement, le Parti communiste concerné peut alors se porter progressivement de la périphérie au centre du champ politique et s'assurer à terme non seulement le pouvoir mais son monopole — ce *monopole* qui seul garantit contre l'éphémère et promet la durée. C'est d'ailleurs l'addition de ces deux phases : effondrement initial de toute forme de contrôle social dans le cadre d'une crise générale et initiative communiste, qui se trouve associée dans l'idée léniniste de révolution.

Pour qu'il se déroule jusqu'au bout, ce processus doit obéir à trois sortes de contraintes : la première est l'obligation pour le Parti communiste en question de préserver de bout en bout son indépendance d'action et d'organisation ; la seconde est l'obligation d'apprendre à passer des compromis et des alliances qui prennent par exemple, à titre transitoire et au sommet, la forme d'une coexistence conflictuelle d'un « double pouvoir » ou, pour un temps plus long et à la base, la forme « frontiste » de l'organisation unitaire qu'est le soviétique ; la troisième obligation enfin est celle d'encourager pour le temps nécessaire à se libérer et se déployer les capacités de subversion et de destruction de la société antérieure — avec extirpation de ses racines : capacités que recèlent en abondance remarquable des *mouvements* comme ceux qui relèvent de la mouvance de l'anarchie et des *méthodes* telles que l'encadrement de la population au niveau du bloc d'habitation, l'intimidation puis la répression de masse, l'épuration et la guerre civile.

L'Union soviétique, dans son histoire de 1924 à nos jours, fournit un second modèle centré, lui, sur l'organisation du pouvoir post-révolutionnaire, autrement dit sur ce qui fait du pouvoir socialiste un type entièrement original de pouvoir (5). Le point essentiel en la matière est le suivant : le pouvoir, quand il est un pouvoir socialiste,

rieures. Non — évidemment ! — que je tienne ces textes pour impérissables : mais par souci d'éviter des développements qui ne sont ici que résumés de manière parfois elliptique.

(5) Cf. Etat, parti et société en Union soviétique, *Pouvoirs*, 1978/6.

se trouve redistribué, non plus entre deux mais entre trois pôles de puissance fondamentalement inégale. Le premier, le parti, est une réalité rigoureusement neuve par rapport à ce qui avait existé antérieurement dans tous les régimes politiques connus. Quelles que soient les similitudes et adhérences qui peuvent ici ou là surgir du rapprochement avec des formes précoces d'organisations politiques à virtualité totalitaire — telles par exemple, dans l'histoire française du XVI^e siècle, la Sainte Ligue et, dans celle du XVIII^e siècle, la Société des Jacobins —, on ne doit pas atténuer ou diluer l'originalité du *parti* qui, au pouvoir dans un régime communiste, est d'abord le lieu du monopole de la décision. Ce n'est pas à dire que le parti puisse exercer, dans une sorte de vide ou comme sur une table rase, ce monopole : la description des groupes, institutions, forces, tendances et réseaux, internes et externes, qui sont en mesure d'interférer et de peser sur le processus de la décision est bien venue à condition d'admettre qu'en fin de parcours la décision ultime, celle qui tranche, n'est du ressort que des instances statutaires du parti dans leur hiérarchie établie.

Dès lors que le parti est ainsi solidement installé au centre, l'Etat, quand le parti est au pouvoir, subsiste mais intimement transformé, réduit, abaissé, humilié, desséché en bras *administratif* du parti. C'est dire que l'Etat ancien, lieu par excellence de la condensation et de la concentration du politique, est comme décervelé : le circuit par lequel passaient ses instructions et impulsions destinées à agir sur le corps social est rebranché de manière que les commandes en soient toutes entre les mains du parti. Avec cependant deux limites, deux butoirs qui peuvent périodiquement redonner à l'ancien Etat de droit ou du moins à l'Etat classique une chance ou une espérance de renaître réactivé dans son ancienne dignité. La première limite provient du fait que le parti doit se grimer et prendre le visage de l'Etat dès lors qu'il intervient sur la scène internationale puisque l'Etat demeure le seul acteur universellement reconnu de cette scène-là. La seconde résulte du fait que le parti armé doit, lui aussi, prendre le visage de l'Etat armé dès lors qu'il a à affronter une situation de guerre où sont impliqués des Etats non socialistes.

Qu'en est-il enfin de la société qu'on a pris l'habitude de qualifier de « civile », non pour la distinguer du militaire, mais de l'étatique ? Dans un premier temps, la société civile, telle qu'elle sort de la phase de conquête du pouvoir par le parti, est soumise à une multitude calculée de pressions, vexations, limitations, interdits et contrôles qui visent à la refouler, à l'assigner à résidence, à l'éloigner de tous les lieux résiduels de pouvoir même faiblement concentré. Ses réserves

traditionnelles d'autonomie sont systématiquement encloses et asséchées. Peu à peu ankylosée, paralysée, hébétée, elle se disloque, se dissout, tombe littéralement en poussière, une poussière faite d'individus erratiques à la dérive. Pour parvenir à ce résultat, il a fallu physiquement liquider par l'exil, l'épuration et l'extermination de masse, les catégories sociales qui ne sont pas seulement incompatibles avec le projet de nouvelle société en gestation mais inutiles ou reproductibles sur fonds neufs ; celles-ci une fois éliminées, comme si avait été de l'intérieur brisée et démantelée l'armature sociale, il ne reste plus qu'à réencadrer les éléments interstitiels et tout ce qui, par opposition aux « forces vives » d'une société civile en bon état, peut être rangé sous la rubrique des « forces mortes ».

Dans un second temps émerge des nuages de poussière qu'avait produits l'œuvre antérieure et jamais tout à fait achevée de déconstruction et de déblaiement de l'ancienne société civile une concrétion sociale dont le noyau dur est la *nomenklatura* mais une *nomenklatura* au sens large de ce terme : pas seulement la classe proprement politique, la « nouvelle classe » des fonctionnaires de l'appareil du parti et de l'Etat, mais aussi les couches plus nombreuses qui bénéficient de ce qui est tenu pour privilèges désirables même tenus dans un état de choses où l'absence de droit et l'arbitraire permettent de fragmenter à l'infini lesdits privilèges. Par exemple, parmi ces couches plus nombreuses, la couche des ouvriers des « établissements fermés » dont les salaires et les gratifications de diverses natures sont de beaucoup plus élevés que la normale (6). L'existence de cette concrétion sociale, désormais porteuse de la mémoire, des normes, des règles et des intérêts généraux du régime rend compte du fait qu'en cas de crise la défense de celui-ci puisse être assurée : c'est le mérite de Zinoviev, de Pierre Kendé, d'Ylios Yannakakis d'avoir méticuleusement repéré les formes élémentaires de cette société civile-là, les raisons qu'elle a de se reproduire, fussent-elles sans joie, les attentes qu'elle nourrit, fussent-elles interminables et sordides, les moyens indéfiniment ramifiés de police qui en fixent autoritairement les étroits degrés de plasticité où sont ménagés d'infimes espaces de liberté surveillée, fussent-ils des espaces-fléaux comme l'ivrognerie, la corruption et le marché noir, la queue (7).

(6) Cf. CASTORIADIS.

(7) Cf. ZINOVIEV, *passim*, dont l'immense mérite est d'avoir définitivement soustrait le monde communiste à la problématique « optimiste » de la pathologie cancéreuse. Zinoviev réintègre le communisme dans une normalité dont le philosophe ne croit pas devoir pour autant donner une description attrayante mais qui explique que le communisme — en tant qu'il exprime une très vieille tendance des

II

Ce double modèle de référence — stratégie de conquête du pouvoir et exercice du pouvoir socialiste — dont l'Union soviétique est à la fois le produit, l'incarnation et le diffuseur, il n'est plus question, le temps ayant fait son œuvre de sélection et de différenciation, de l'exporter ni l'imposer à l'identique. C'est la raison pour laquelle l'Union soviétique a été conduite à assumer une nouvelle charge : celle de centre de validation et de légitimation des variantes qu'au long de soixante ans d'histoire du mouvement communiste la pratique élargie a proposées du double modèle initial.

Non que ces variantes soient en nombre infini : ni même indéfini. L'existence d'un modèle aussi performant (8) que le soviétique pèse de tout son poids pour que, dans le traitement des données et situations inédites, ce soit ce qui est identique au modèle, du moins ce qui lui est conforme, qui soit d'abord perçu et retenu. Cependant, quelque poussé que soit cet effort de réduction à l'uniforme, demeure inévitablement un résidu qui incite à aller voir dans les marges et les explorer afin de découvrir des variantes assez menues pour être tolérées et ne pas menacer la logique centrale du projet.

Il est frappant d'observer que ces variantes sont plus nombreuses en matière de stratégie de conquête du pouvoir qu'en fait d'exercice du pouvoir socialiste. De la stratégie de conquête par coup de force direct, style Palais d'Hiver 1917, à celle de la révolution importée, manière Asie centrale des années 20 et 30 ou manière Europe de l'Est des années 40, de la stratégie de la lutte armée, de la guérilla et de la guerre révolutionnaire, cas indochinois étendu sur trois décennies, à la stratégie du coup d'Etat suivi d'une intervention militaire soviétique, opération afghane et éthiopienne des années 70, les figures historiques concrètes de la prise du pouvoir appartiennent à une pluralité effective mais limitée de variantes : ceci s'explique fort bien à la lumière de ce qui a été dit sur la nature et le caractère objectif de la

sociétés humaines à la régression dans le « communautaire » — n'est pas une sorte d'artifice, une bulle au-dessous de laquelle les choses de la société peuvent rester en l'état. Cf. également Pierre KENDÉ et Ylios YANNAKAKIS, Le modèle général de l'étatisation des liens sociaux : a) contrôles matériels ; b) contrôles symboliques, communication au colloque sur *Les formes de l'expansionnisme communiste* (EHESS-IFRI, 4-6 janvier 1982) (sous presse).

(8) Non bien entendu par rapport à nos propres critères de performance tels par exemple que la capacité d'assurer une vie digne, libre et prospère à ses ressortissants mais par rapport à ses propres critères qui sont ceux d'une *Weltanschauung* où ce qu'on appelle le « totalitarisme » n'est rien d'autre qu'une réduction de l'humain au primat du politique. Or le politique ne saurait avoir d'autres critères que ceux-ci : la durée et l'expansion.

crise révolutionnaire. C'est la puissance d'invention de l'histoire, sa capacité créatrice dans le domaine des configurations événementielles qui donne sa relative plasticité au modèle de la conquête. Il en découle en tout cas qu'en cette matière le mouvement communiste a bel et bien conservé son aptitude à reconnaître et exploiter à son profit l'innovation historique quand elle est compatible avec sa logique. Démentant l'affirmation précipitée selon laquelle il serait irrémédiablement frappé de vieillissement et de sclérose théorique, ce qui ressort d'un inventaire généalogique des variantes tenues pour valides et désormais intégrées au répertoire, c'est la vitalité inentamée du mouvement communiste à patiemment trier ce qui s'offre pour en déterminer le degré de viabilité et de compatibilité avec son être propre.

Il est vrai que, si le modèle de la conquête s'est différencié, la chose est moins patente pour l'autre modèle, celui de l'exercice du pouvoir en régime socialiste. La pérennité de ce dernier modèle, c'est même ce qui, en dernière instance, subsiste du socialisme quand tout le reste (et notamment l'appartenance au mouvement communiste lui-même dans ce qu'il a de structuré, c'est-à-dire l'appartenance au mouvement communiste d'obédience soviétique) a sombré : en Chine, en Roumanie, en Albanie et même très largement en Yougoslavie, la rupture plus ou moins affichée et totale avec Moscou n'a pas entamé ou guère la conformité avec le modèle soviétique du type de pouvoir qui y fonctionne et les traits qui sont communs à toutes les sociétés socialistes, compte tenu de leur degré respectif de maturité, s'y retrouvent pleinement. Y a-t-il dans ces conditions imprudence à formuler l'hypothèse que cette absence d'élasticité du modèle auquel se conforme le socialisme de filiation léniniste dans son fonctionnement interne — celui défini par les caractères originaux du parti, de l'Etat et de la société en régime socialiste et leurs rapports entre eux — n'est ni un hasard ni le fruit d'une rigidité à laquelle on devrait un jour pouvoir porter remède. S'il n'y a qu'un modèle unique pratiquement privé de toutes variantes, c'est parce que le matériau humain, dans ce qu'il a d'individuel et de collectif, sombre, après la tourmente révolutionnaire, dans une totale inertie. Les classes sociales qui avaient vocation à servir de mémoire au niveau de la nation, de la culture, de la civilisation en question, à mettre du jeu dans la vie sociale comme à intégrer les mouvements novateurs endogènes ou exogènes ont été impitoyablement éliminées : au moins comme classes et souvent aussi comme collections d'individus dotés de caractéristiques communes et d'aptitudes particulières. Ce qui est attendu pour les remplacer — l'*intelligentsia* pourvue d'une « bonne origine

sociale » ou, avec plus d'ambition encore, « l'homme nouveau » — est privé d'autonomie quand ce n'est pas de consistance. Ce à quoi par ailleurs il arrive qu'on cherche remède, c'est à l'insuffisance plus qu'à l'excès de rigidité et d'inertie. C'est par exemple faute d'une guerre civile assez dévastatrice (bien qu'en Pologne la guerre civile ait atteint entre 1945 et 1948 un degré de violence rare encore que cachée), c'est parce que le travail de démolition de la société d'ancien régime et de ses institutions spirituelles ou autres (telle l'Eglise en Pologne) n'a pas été conduit tout à fait à son terme, que les crises hongroise, tchèque, polonaise ont été sinon provoquées, du moins exploitées de manière à ce que soit parachevé ce qui n'avait été que trop mollement entrepris dans les années de l'immédiat après - seconde guerre mondiale — une mollesse due aux circonstances trop exogènes de la prise du pouvoir.

Comme toute instance de validation chargée de statuer sur la compatibilité d'une variante avec son modèle, l'Union soviétique fait preuve de prudence et de circonspection. Elle ne rend son verdict qu'après une longue période d'observation comme ce fut par exemple le cas pour Castro et son régime. Elle peut même refuser de statuer au fond comme il apparaît dans le cas de Khadafi dont le « socialisme du Livre Vert » n'est pas parvenu à passer la barre de l'acceptable, même si se poursuivaient par ailleurs des actions communes relevant d'une alliance interétatique de type classique.

En somme la Troisième Rome témoigne de son aptitude ecclésiale à combiner fermeté dogmatique et souplesse pragmatique. Elle y est aidée du fait que les configurations théoriques ne sont pas, elles non plus, à l'infini. C'est ainsi qu'une configuration du type de celle qu'incarnait à Cuba la trinité de Che, de Castro et d'Esealanté se retrouve, *mutatis mutandis*, dans la trinité, parmi les révolutionnaires palestiniens, d'Habache, d'Arafat et d'Hawatmeh. De même que le duo des frères Castro à la Havane a pour réplique le duo des frères Ortega à Managua.

III

L'Union soviétique n'est pas seulement l'incarnation d'un double modèle ni l'instance de validation qui légitime les variantes issues de ce modèle : elle fonctionne en outre comme le concepteur et le moteur des trois compartiments (ou sous-systèmes) d'un système qui la déborde, la prolonge, l'enveloppe — précisément le système communiste mondial.

Le premier de ces compartiments — non pas le plus ancien dans

le temps mais celui où se concentre aujourd'hui le pouvoir socialiste parvenu à son degré le plus achevé de maturité —, c'est le compartiment constitué par les partis communistes au pouvoir, les partis en charge d'Etats, les partis-Etats, bref la Communauté des Etats socialistes.

Ce compartiment constitue globalement la face externe, la face la plus visible du système entier puisque c'est par lui que le système communiste s'articule et entre en tant que tel en coopération conflictuelle avec la société internationale dans son ensemble.

Mais si, du fait qu'elle est une communauté interétatique, la Communauté constitue la face externe du système communiste, elle n'en demeure pas moins dans sa face interne tournée vers le système lui-même, une communauté de partis, une communauté interpartisanne où les rapports sont régis par le principe commun aux rapports entre partis communistes : l'internationalisme.

Cependant cet internationalisme-là se trouve grevé d'une charge supplémentaire, d'un surplus d'obligations qui, de simplement *prolétarien*, le fait accéder à la catégorie supérieure de l'internationalisme *socialiste*. En effet, justement parce qu'elle représente le degré le plus consolidé d'appartenance au système communiste, parce qu'elle est d'une certaine manière pour les intéressés la « fin de l'histoire », l'entrée dans ce compartiment est tenue pour irrévocable : le parti-Etat membre est de droit soustrait aux aléas, aux péripéties, bref à l'histoire. Dès lors l'association de l'internationalisme et de l'irréversibilité développe une solidarité maxima qui implique que, au cas où la pérennité du socialisme se trouve menacée par des forces qualifiées d'antisocialistes dans un secteur quelconque de la Communauté, obligation est faite à tous les autres membres d'intervenir : l'intervention — pas seulement, pas nécessairement d'ordre militaire — n'est pas de circonstance mais de principe.

Internationalisme, irréversibilité, solidarité socialiste, impératif de l'intervention : c'est ce que Brejnev en personne a codifié sous le nom de « doctrine Brejnev ». L'Occident en a retenu, parce qu'il n'a la perception que de l'étatique, le thème de la « souveraineté limitée » : un thème qui n'est que le revers, au titre de ce qu'il a d'étatique, de la solidarité internationaliste dont bénéficie un parti-Etat au titre de ce qu'il a de partisan.

La Communauté des partis-Etats s'est de surcroît, au cours des vingt années écoulées, structurée grâce à l'armature de deux institutions communes — le Comecon et le pacte de Varsovie — qui ont contribué à affaiblir encore le dispositif du réseau étatique initial et à renforcer la primauté de la cohésion communautaire. La Commu-

nauté est ainsi en passe de fonctionner comme Etat mondial potentiel, ce à quoi l'URSS avait dû renoncer depuis que l'histoire l'avait, dans les années 40, brutalement réidentifiée à l'ancien empire des tsars (9).

Le maintien de l'ambivalence Etat/parti n'est pas près de disparaître. C'est que cette ambivalence, si elle a les inconvénients des solutions mixtes, en a les avantages : l'un d'eux, c'est qu'est ainsi largement masquée la mutation qui, d'Etats en théorie *alliés*, conduit à des Etats *satellites*. L'affaire polonaise a d'autre part montré l'avantage du fait que le national et l'étatique puissent faire clôture et s'opposer ainsi à la propagation incontrôlée des désordres pathologiques et des crises auxquelles le socialisme peut ici ou là se trouver plus exposé qu'ailleurs. Enfin la facilité avec laquelle on a pris même un instant en considération, dès le 13 décembre 1981, la thèse de « l'affaire intérieure polonaise » et davantage encore celle du coup d'Etat militaire témoigne de la confusion persistante qu'entretient à l'Occident l'ambivalence parti/Etat.

Rien n'est plus inexact par exemple que de voir dans la Communauté des Etats socialistes un pendant à l'est de la Communauté économique européenne à l'ouest. L'intégration socialiste présente des caractères originaux tels que le concept d'intégration n'a dans ce cas ni même sens ni même contenu. C'est ainsi que l'intégration socialiste n'exclut pas mais au contraire repose sur un énorme déséquilibre structurel dans les rapports de forces et de ressources entre les Etats intégrés — de l'Union soviétique à la Bulgarie. Tandis que l'intégration au sein de la CEE requiert un certain équilibre entre les parties prenantes (d'où la formation préliminaire du Benelux), la supériorité écrasante de l'URSS au sein de la Communauté des Etats socialistes n'est pas de hasard mais de nécessité : c'est même probablement cette nécessité qui fut à l'origine de la faille ayant conduit à la rupture sino-soviétique.

De même et sans doute parce que l'intégration socialiste est une intégration de partis-Etats au sein desquels la réalité dominante — la force dirigeante — est celle des partis, elle n'a eu aucune difficulté à se réaliser dans le domaine par où la « construction du socialisme », à quelque niveau qu'elle soit conduite, commence impérativement : le domaine militaire. Là encore tout parallèle entre l'OTAN et le pacte

(9) Le thème « impérial » dans la littérature consacrée à l'Union soviétique est un thème ambigu : l'« impérialisme soviétique » comme pendant de l'« impérialisme américain », ce sont là formules idéologisées, métaphoriques et polémiques d'une extrême pauvreté. Cf. Alain BESANÇON, *L'empire russe et la domination soviétique*, in *Le concept d'empire* (sous la direction de Maurice DUVERGER), Centre d'Analyse comparative des systèmes politiques, PUF, 1980.

de Varsovie est forcé et, à la limite, absurde, même si l'OTAN semble idéologiquement fondé sur la défense de la démocratie comme le pacte de Varsovie l'est sur celle du socialisme. Qui en doutait encore peut à loisir s'interroger sur la passivité d'une armée polonaise légendairement « patriote » au sens ancien du terme.

Enfin un pas énorme a été franchi quand la Communauté des Etats socialistes a cessé d'être une entité géographique compacte, un bloc régional pour se déployer de manière territorialement discontinue à l'échelle intercontinentale : depuis que le Vietnam et Cuba ont été reçus comme membres à part entière des institutions communautaires, on pressent qu'après un passage plus ou moins long dans des statuts mineurs comme ceux d'associés ou d'observateurs, d'autres partis-Etats extra-européens peuvent à terme se porter candidats à l'entrée dans la Communauté des Etats socialistes (10).

Parti-Etat mondial potentiel, la Communauté des Etats socialistes ainsi structurée, intégrée, en expansion, n'en interdit pas pour autant une diversification relative et une spécialisation des partis-Etats membres : diversification et spécialisation susceptibles de définir ce qu'on pourrait appeler leur *distance* respective à Moscou — une « distance » qui n'est pas tant de nature géographique que de nature politico-idéologique.

Trois critères permettent de fournir un cadre de repérage pour le calcul dans chaque cas de cette « distance » : le degré de conformité au double modèle soviétique ; le degré de conformité à la politique étrangère soviétique ; l'importance de la contribution au fonctionnement des divers compartiments du système communiste mondial. Certes ces trois critères ne fournissent pas des données qu'il suffit d'additionner. C'est que, par exemple, le premier critère fonctionne comme seuil minimal d'appartenance. Le second est celui qui manifeste le plus de fluctuation, qui est le plus susceptible de brusque retournement ou d'oscillations feutrées, qui crée en conséquence le maximum de jeu : de la Corée du Nord à la Roumanie, de la Yougoslavie à la Chine, les exemples de ce jeu souvent subtil sont flagrants. En revanche, le troisième, le plus récent et porteur d'avenir, est en passe d'être le critère le plus discriminant : de Cuba à la Hongrie, de l'Allemagne de l'Est au Vietnam, l'analyse de ce dont chaque pays socialiste reçoit la charge ou l'accepte — en matière d'aide éventuellement économique mais surtout en fait de ressources humaines (for-

(10) Cf. en toute priorité l'ouvrage très neuf de Peter WILES (édit.), *The new communist third world*, Croom Helm, 1982.

mation sur place ou envoi d'experts et cadres politiques, techniques, de sécurité, d'opérations ouvertes ou couvertes, forces suppléatives, etc.) — est aujourd'hui un élément essentiel de classement dans la hiérarchie interne du camp socialiste en même temps qu'un élément essentiel de mobilisation des ressources au sein du système communiste dans son ensemble.

Comme chacun des trois critères à considérer fonctionne indépendamment des deux autres, c'est leur combinaison et leurs résultats qui fournissent la clef du fait que chaque pays socialiste est en mesure de conserver un certain visage propre, qu'il peut en changer dans des limites données et qu'il garde, bien qu'atrophiée, une certaine part d'histoire.

Concepteur et moteur du compartiment (ou sous-système) des partis-Etats, l'Union soviétique est aussi le concepteur et le moteur du compartiment (ou sous-système) des partis, de tous les partis communistes et assimilés, au pouvoir ou non. Compartiment historiquement le plus ancien et toujours le plus intime, « familial », « fraternel » en même temps que le plus vraiment international, c'est lui que désigne la formule de « mouvement communiste international ». Ce n'est pas ici le lieu de définir tout au long les caractères originaux qui commandent l'appartenance au MCI. Les 21 conditions fixées en 1920 pour l'entrée dans la III^e Internationale — l'Internationale communiste ou *Komintern* fondé en 1919 — ne sont plus en vigueur et l'IC elle-même a disparu en 1943. Il n'en résulte pas pour autant qu'un certain laxisme ait remplacé les rigueurs codifiées de jadis. Certes le qualificatif de communiste a cessé d'être une mention obligatoire : sans compter les *Mouvements*, les *Fronts*, les *Unions* (de libération, national démocratique, national uni, patriotique, populaire) qui peuvent être non pas même des déguisements mais, du fait de leur composition, de leur programme, de leur assise, des équivalents stricts de partis communistes (11), sans compter par ailleurs la fameuse *Ligue* des communistes de Yougoslavie, les *partis* eux-mêmes sont désormais habilités à s'octroyer des dénominations relativement variées : c'est ainsi qu'on trouve, parmi les partis dont l'appartenance au mouvement communiste est acquise, le Parti « ouvrier unifié » (de Pologne), le Parti « populaire démocratique » (d'Afghanistan),

(11) Notamment le « Front sandiniste de Libération nationale du Nicaragua » et le « Front Farabundo Marti de Libération nationale du Salvador », lequel est toutefois légèrement plus « front » que « parti » puisqu'il y a à côté de lui un parti communiste du Salvador, membre du FMLN.

le Parti « populaire révolutionnaire » (du Kampuchea, lao, de Mongolie), le Parti « de la révolution du peuple » (du Bénin, d'Angola, du Centrafrique), le Parti « progressiste du peuple travailleur » (de Chypre), le Parti « du Travail » (suisse ou congolais), le Parti « socialiste ouvrier » (hongrois) ou « socialiste unifié » (de RDA et de Berlin-Ouest) ou tout simplement « unifié » (d'Haïti).

C'est naturellement au PC de l'Union soviétique et à ses plus proches qu'il revient de trancher les cas douteux, de fixer la durée et les épreuves du noviciat, de décider du niveau de reconnaissance se traduisant par l'admission, au besoin dans une catégorie intermédiaire, aux formes actuelles d'expression de la sociabilité communiste : congrès nationaux, conférences régionales ou interrégionales, spécialisées ou d'ordre politique général, fêtes, anniversaires ou réunions de deuil.

Le point le plus important est celui-ci : c'est par son adhésion *personnelle* à une organisation de base (une cellule) qu'un individu appartient à un parti communiste. C'est d'ailleurs par un processus long et compliqué de sélection, apprentissage, promotion, épuration, exclusion *individuelle* — à la limite par tout petits groupes et fût-ce dans le cadre d'une « vague » — que la plupart des partis communistes ont fini par acquérir un certain degré de consistance et de cohérence dans la première phase de l'histoire du communisme, autour de l'année 20 en Europe et en Asie, autour de l'année 30 à la périphérie, notamment en Amérique latine et au Proche-Orient. En même temps que les partis, se cristallisait d'ailleurs autour d'eux, du fait même de ces techniques, une couronne résiduelle d'exclus et de dissidents (trotskystes, syndicalistes révolutionnaires, anarchistes, communistes, boukhariniens, « sectaires » et « opportunistes » de toutes dénominations, plus récemment et en Europe occidentale « communistes critiques » et eurocommunistes) dont la présence conflictuelle peut être néanmoins un lieu d'échange et un lien bénéfique avec des segments extérieurs du mouvement ouvrier et socialiste. Ce sont dès lors ces partis communistes là qui assurent l'appartenance *collective* de leurs membres au mouvement communiste international : les partis ont donc pour fonction première d'être les unités élémentaires constitutives du mouvement international et c'est toujours leur fonction, même si, depuis la disparition de l'Internationale communiste, ils ont cessé d'en être statutairement de simples *sections* pour recouvrer leur indépendance d'organisation.

Mais déjà, dans les années d'après la seconde guerre mondiale, notamment en Europe de l'Est, il y a eu du fait des circonstances historiques une sorte de télescopage ou du moins de simultanéité

entre le procès de développement des PC à partir d'un noyau de militants expérimentés souvent numériquement très faibles et le procès de conquête et d'exercice du pouvoir socialiste. Dans ces conditions, ce qui fait entrer un individu dans la sphère du mouvement communiste — l'appartenance à un parti, l'exercice du pouvoir socialiste — a tendu à se confondre.

Or, à partir des années 60, notamment de manière générale dans le Tiers Monde, il n'y a plus seulement télescopage ou simultanéité mais interversion de l'ordre antérieur de succession « normale » des phases de construction du socialisme : des mouvements de libération à caractère ethnique, nationale, populaire ou même socialiste (mais dans le sens qui peut être très vague du terme) fondent des Etats qui, dès avant même leur reconnaissance ou aussitôt après cette reconnaissance par la société internationale des Etats, choisissent à l'extérieur l'alliance avec le camp socialiste et empruntent à l'intérieur des voies de développement économiques-sociales (nationalisations, planification, etc.) qui tendent à autoriser ces nouveaux Etats à se réclamer du socialisme. Mieux : il se trouve souvent que ce sont déjà des groupes au pouvoir, notamment des groupes militaires, modernisateurs ou non, qui découvrent que rien ne peut mieux leur garantir stabilité et longévité à la tête de leur pays que d'orner et fleurir leur fruste autorité politique avec une idéologie aussi logomachique, simplificatrice et pourtant sophistiquée que le marxisme révolutionnaire ; ou bien encore ils observent qu'en échangeant les facilités géo-stratégiques des territoires qu'ils contrôlent contre l'acquisition de systèmes d'armes ils réalisent d'emblée un aspect de la construction du socialisme : son aspect proprement militaire.

Mais, dans ces conditions, ce qui l'emporte, ce sont les rapports d'Etat à Etat sans qu'à aucun moment n'interviennent des rapports de parti à parti alors qu'en honne théorie on se situe là dans la sphère des partis-Etats. Ce fut justement le lieu de la dérive majeure de la politique khrouchtchévienne que d'admettre cette primauté et même cette exclusivité du rapport d'Etat à Etat dans un cadre pourtant socialiste et, de ce fait, d'un retour à la pratique classique de l'alliance interétatique à finalité diplomatique ou militaire même entre Etats qui s'affirmaient socialistes. La fragilité hétérodoxe de ce glissement qui se traduisait par une ignorance absolue quand ce n'était pas le mépris pur et simple de toute préoccupation liée à la construction ou à l'association de partis communistes s'est manifestée au plus haut degré dans le cas des rapports soviéto-égyptiens. Il est apparu en l'occurrence — après le retournement égyptien — que toute construction d'Etats socialistes qui ne s'accompagnait pas, quand elle

n'en était pas précédée, de la construction de partis communistes était bâtie sur du sable et ne donnait aucune garantie contre un changement de cap de régimes structurellement instables. D'où la correction brejnevienne de la trajectoire fallacieusement adoptée par Khrouchtchev en la matière : les partis communistes sont désormais, dans le Tiers Monde comme ailleurs, les garants d'une appartenance stable, y compris dans l'ordre étatique, au système communiste mondial. Leur présence au centre du pouvoir socialiste est indispensable si celui-ci souhaite accéder au stade de l'irréversibilité.

Pour que ce principe de fond soit clair, on en est venu à distinguer très précisément deux catégories d'Etats socialistes : les *Etats socialistes* proprement dits qui sont donc couverts par la garantie générale que leur accorde pour leur défense en toutes circonstances la Communauté des Etats socialistes et les *Etats à orientation socialiste* qui, eux, ne peuvent prétendre à une telle garantie tant qu'ils ne sont pas parvenus à reposer en dernière instance sur l'existence et le fonctionnement d'un parti communiste de type classique. La création d'un tel parti devient donc un objectif prioritaire qui explique l'énorme effort fait pour établir des écoles spéciales destinées à « amorcer la pompe », à produire un noyau dirigeant initial susceptible ensuite de se reproduire et de proliférer (12). Mais les conditions de départ ne sont pas partout favorables et le taux d'échec, à la fois à l'échelle des individus comme du corps partisan lui-même, élevé (13).

Concepteur et moteur de la Communauté des Etats socialistes et du Mouvement communiste international, l'Union soviétique est enfin le concepteur et le moteur d'un troisième compartiment (ou sous-système) du système communiste mondial : le compartiment des Alliances.

On désigne sous le nom d'alliance — l'un des concepts les plus riches, les plus diversifiés de l'histoire de religions, des cultures, des sociétés et de la vie internationale — une forme d'action bien précise dans le champ théorique léniniste : l'alliance dont il s'agit n'est pas une coalition par exemple interétatique de nature diplomatique ou interpartisane du type d'une combinaison politique classique à l'échelle électorale ou gouvernementale mais une *stratégie* particulière dont rend compte le qualificatif de *frontiste*. Une telle stratégie qui repose en effet sur la formation d'un Front (uni, unique, populaire,

(12) Cf. ci-dessous la contribution de Branko LAZITCH.

(13) Cf. ci-dessous la contribution de Pascal CHAIGNEAU.

national, de classe, etc.) est composée de deux éléments également nécessaires qui s'articulent entre eux à la manière d'une double commande : processus et contrôle, en termes concrets programme commun et direction unilatérale (14).

Ainsi comprise (et tout un corps de doctrine systématise l'expérience en la matière), l'alliance est la pratique qui donne au parti — par nature élitiste même si parfois il acquiert les dimensions d'un « parti de masse » en comparaison avec d'autres partis, communistes ou non — latitude d'animer, guider, orienter, diriger un mouvement révolutionnaire plus large et, lui, par nature, assurément « de masse » même s'il arrive qu'il soit de bien maigre et chétive complexion.

Les domaines dans lesquels peut avoir sa place une stratégie d'alliance sont très nombreux : selon les lieux et les temps, celle-ci s'inscrit dans la forme structurée d'une organisation *ad hoc*. Mais trois domaines font entre tous l'objet d'une expérimentation historique à grande échelle.

Le premier, c'est celui où se noue l'alliance du mouvement communiste avec la classe ouvrière internationale : alliance cardinale, essentielle, de principe puisqu'elle est la justification sociale ultime de l'entreprise communiste elle-même. Cette « classe ouvrière internationale » n'est pas qu'une référence abstraite : elle se trouve inscrite, concrétisée, institutionnalisée à un niveau de conscience de sa vocation historique plus modeste que celui où s'inscrit, se concrétise et s'institutionnalise le mouvement communiste international (15). Ce niveau plus modeste, c'est le niveau que Marx qualifiait volontiers de « trade-unioniste », le niveau où se situe le syndicalisme en général. L'institution en est donc le mouvement syndical international dont le segment approprié (dans cette conception des choses) est depuis les années 50 la Fédération syndicale mondiale (FSM). Bref, en théorie du moins car le passage d'une échelle à l'autre n'est pas sans conséquence sur le caractère opératoire d'une alliance ni sur ses modalités, ce que la CGT est au PCF, la FSM l'est au MCI.

Le second domaine d'alliance privilégiée, c'est celui où se noue l'alliance du mouvement communiste avec les « partisans de la paix » (16). La paix, la « lutte pour la paix », le Mouvement de la Paix

(14) Cf. A. K., *Un autre communisme ? Compromis historique, eurocommunisme, union de la gauche ?*, Hachette, 1977, notamment le chapitre de conclusion.

(15) Cf. A. K., *Mouvement ouvrier et socialisme. Identification ou différenciation*, introduction à *Le pain et les roses. Jalons pour une histoire des socialismes*, PUF, 1968.

(16) Cf. ma communication *Lutte pour la paix et Mouvement de la Paix dans la stratégie et les moyens d'action du mouvement communiste international*, contribution au colloque, Maison des Sciences de l'homme de Bordeaux, 14 novembre 1980.

avec, à sa tête, un Conseil mondial de la Paix : un thème, une politique, une institution qui intéressent tout un pan de l'histoire communiste dans son extension mondiale. Il convient ici de partir de l'observation fondamentale que voici : paix et guerre, en bonne doctrine léniniste, ne sont pas des valeurs qu'il suffit d'opposer en elles-mêmes pour le bien ou le mal qu'elles incarnent mais des catégories historiques qui sont à considérer en fonction des seules exigences de la gestation révolutionnaire. Dans cette perspective, la guerre se situe au même titre que la paix au même pôle d'une dialectique dont l'autre pôle n'est ni la paix ni la guerre, mais la révolution et le progrès du socialisme. Prenons le cas de la guerre : la *guerre impérialiste*, surtout quand elle tourne d'un côté à la défaite et au désastre national (ce à quoi peut contribuer une pratique fondée sur le *défaitisme révolutionnaire*), c'est le détonateur par excellence de la « crise générale » annonciatrice de la tempête ; la *guerre révolutionnaire*, c'est la forme que tend à prendre, dans une conjoncture donnée, la conquête du pouvoir ; la *guerre civile*, c'est la modalité par excellence, à une étape donnée de l'établissement du pouvoir socialiste, de la lutte des classes à son apogée ; la *grande guerre patriotique*, c'est celle que légitime la nécessité hautement prioritaire d'assurer la survie d'un Etat socialiste : en 1941, du premier d'entre les Etats socialistes ; la *guerre froide*, c'est l'usage opportun de la tension pour favoriser et resserrer la « discipline de camp » — du camp socialiste et ce faisant en précipiter la structuration interne comme ce fut le cas autour de l'année 50 ; enfin la *guerre intrasocialiste*, telle que le « conflit frontalier » sino-vietnamien de 1979, montre que la guerre ne disparaît pas comme catégorie historique dans l'univers socialiste.

Il résulte de cette classification que la « lutte pour la paix » n'est à l'évidence pas une donnée constante, une valeur suprême de la politique communiste sauf si l'on s'en tient à des métaphores ou si l'on parle par antiphrases. Elle n'a sa raison d'être qu'à des moments précis du développement du système communiste mondial — d'une manière un peu paradoxale d'ailleurs dans ses phases de *consolidation* plutôt que dans ses phases d'*expansion* (17). Cette périodicité de la « lutte pour la paix », sa vitalité à éclipse expliquent que son institutionnalisation soit malaisée : le Mouvement de la Paix, même s'il parvient à conserver une certaine ossature permanente — des années 50 à aujourd'hui par exemple — se trouve, plus que le mouvement syndical, fréquemment « doublé » par des structures plus

(17) En tenant compte que l'alternance de ces deux sortes de phases n'empêche pas l'infiltration en chacune d'elles d'épisodes et de situations dont le caractère dominant soit contradictoire avec le caractère global de la phase.

légères, volatiles, mais mieux adaptées à une intervention ponctuelle comme le furent les Comités du Vietnam.

L'alliance avec les « partisans de la paix » se distingue encore de l'alliance avec la « classe ouvrière internationale » du fait de la composition de sa base sociale. Elle se donne en effet pour cible les groupes sociaux par nature sensibles aux malheurs de la guerre : les jeunes, les femmes, les classes moyennes ; elle vise encore les familles spirituelles ou les catégories professionnelles pour qui la paix est une valeur en elle-même, éventuellement une valeur suprême ; les chrétiens, les socialistes et anarchistes de tradition pacifiste, les intellectuels. C'est pourquoi, en cas de succès, elle parvient à faire coexister deux types de « pacifistes » : les « pacifistes » de principe et d'essence et ceux de circonstance. Elle vise enfin les familles politiques qui, selon les cas, peuvent aussi bien relever de la droite nationaliste — par exemple le gaullisme au temps de la « lutte contre la CED » — que de la gauche modérée. Le moment où s'est avéré décisif le succès remporté sous le signe de l'alliance dans la « lutte pour la paix au Vietnam », c'est celui où les libéraux américains ont basculé du côté des radicaux.

Le troisième grand domaine d'alliance, c'est l'alliance avec les mouvements de libération du Tiers Monde : institutionnalisée en priorité dans le Mouvement des Non-Alignés, cette alliance-là est devenue progressivement depuis le tournant des années 60 l'alliance la plus vivante, la plus féconde, la plus prometteuse. Elle a semblé atteindre un tel degré de consistance et d'évidence qu'elle en a été qualifiée de « naturelle », c'est-à-dire coulant de source et tirant sa raison d'être de la logique des choses. Quoi qu'il en soit, son histoire et ses enjeux constituent désormais un chapitre crucial de la genèse du sous-système communiste mondial (18).

Le propre du sous-système des Alliances en général, mais de l'alliance avec les mouvements de Libération du Tiers Monde en particulier, c'est que, se situant à la périphérie instable du système comme un tout, il est « naturellement » le lieu des échanges les plus intenses avec le monde extérieur, le lieu également le plus « naturel » de l'expansion et de l'innovation : le lieu en conséquence des progrès, des régressions, des échecs, des tâtonnements, des recommencements, des incertitudes prolongées et des nouveaux acquis.

De cette analyse à l'évidence trop brève et qui demanderait à ce que, développée, soient pesés avec le plus grand soin chaque épisode et

(18) Cf. ci-dessous la contribution de G. TAN ENG BOK et celle de A. KALFLÈCHE.

élément constitutifs de façon à réduire la marge entre la théorisation d'ensemble et le phénomène dans ses réalités concrètes, différenciées et instables, il semble avéré qu'il y a profit à tenir le système communiste mondial non pas comme une simple perception du communisme — comme une méthodologie commode et plus ou moins féconde — mais comme un *acteur historique* entièrement nouveau et original : un acteur dont le jeu a atteint un degré rare de sophistication, dont les rôles sont devenus d'une haute complexité et qui fait toujours preuve d'une aptitude remarquable à évoluer et progresser. L'un de ses tout derniers acquis ? Après avoir atteint la taille intercontinentale, après donc que le qualificatif de « mondial » qui lui est accolé ne désigne plus seulement ni une vocation ni une aspiration mais déjà une réalité existentielle, le système communiste mondial s'est engagé dans un processus de déconcentration qui, à la manière de n'importe quelle multinationale, préserve d'autant mieux la capacité du centre unique de direction que celui-ci évalue mieux les avantages de déléguer une partie de ses pouvoirs de gestion sans pour autant perdre le pouvoir ultime de décision : cette « filialisation » régionale s'incarne désormais dans le fait que le PC vietnamien est doté d'une large délégation pour tout ce qui relève du Sud-Est asiatique tandis que Castro et le PC cubain le sont pour tout ce qui relève des Caraïbes et de l'Amérique centrale après avoir été appelés à apprendre le métier et faire leurs premières preuves en Afrique. Si d'ailleurs l'Afrique et le Proche-Orient ne sont pas encore zones autonomes avec chef de file reconnu, c'est moins faute de volonté de la part de Moscou que faute de chef de file dont la stature et la fiabilité seraient indiscutables : il y a abondance de candidats mais aucun ne s'est encore imposé. Peut-être, un jour, l'Éthiopie ? Une seule zone régionale n'a en toute hypothèse aucune chance d'être filialisée : c'est l'Europe sur laquelle le PC de l'Union soviétique entend garder directement la haute main, témoignant par là que né en Europe, Européen dans son histoire primitive, son idéologie, les armes de sa puissance, le mouvement communiste, fût-il aujourd'hui « mondial », tient que l'enjeu et le critère ultimes du succès, c'est toujours l'Europe.

Cette même Europe où l'événement polonais a tranché le débat qui s'était instauré depuis quelque temps et plus encore depuis seize mois sur la capacité soviétique de continuer à diriger le système dont elle fut l'architecte. La détérioration du secteur économique consacré à la satisfaction des besoins sociaux, l'extension quasi incontrôlée des grandes tares et fléaux sociaux, le réveil des nationalismes, le vieillissement des cadres dirigeants, autant de traits bien établis de l'univers soviétique et qui pouvaient jeter le doute sur le caractère

réellement redoutable d'un nouveau « géant aux pieds d'argile ». Or l'événement polonais a mis en lumière qu'est intacte la capacité de décision et d'organisation du pouvoir à l'échelle de la Communauté des Etats socialistes face à la crise interne d'un de ses membres. Mieux : la grossièreté ostentatoire de l'intervention militaire soviétique ouverte et directe comme manière de résoudre une crise en secteur non soviétique laisse place à une opération dont le degré d'intégration atteint par les institutions communes — notamment les Forces du Pacte de Varsovie — permet qu'elle soit qualifiée « d'intérieure à la Pologne ». On peut même se demander si la crise ne devient pas, en société socialiste, un processus normalisé de gestion, doté d'une fonction propre : celle non de préparer un retour au *statut quo ante* mais de résoudre des problèmes anciens jusque-là laissés en suspens. C'est ainsi que le double enjeu à moyen terme du coup de force de décembre porte sur la réduction de ce qui constituait un aspect de l'« exceptionnalité polonaise » afin de ramener Varsovie au sort socialiste commun : l'autonomie de l'Eglise, le niveau de vie de la population qui, si médiocre était-il, était supérieur au niveau moyen en régime socialiste. Il en découle que les critères d'évaluation quant à l'issue d'une crise ne tiennent toujours pas à sa durée ni à la mobilisation sociale qu'elle a entraînée mais au comportement du parti et de ses appareils : d'abord de ceux de ses organes qui sont détenteurs de la force — l'armée et la police.

Finalement comme tout système, le système communiste mondial a une *identité*, une *logique* qui en constitue le noyau dur et stable, facteur de cohérence, autrement dit *l'invariant*, mais aussi une *méta-histoire* qui lui fournit sa plasticité, sa capacité créatrice, sa capacité de communication avec son environnement, sa capacité d'expansion, sa capacité d'arbitrage entre ses projets et ses moyens.